

Algérie : A propos des annonces de Bouteflika

samedi 19 février 2011, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2011).

Bouteflika recule, affolé par les révolutions tunisienne et égyptienne qui bousculent les dictatures libérales et font espérer les Algériens. Les maîtres du monde, inquiets, félicitent Bouteflika !

Les mesures disparates du conseil des ministres sont plus dérisoires que le programme de relance hétéroclite improvisé, en 2001, face à la grève des pétroliers et au mouvement populaire de Kabylie. Bouteflika et ses tuteurs impérialistes ont compris que la violence des révoltes populaires est une réponse à la violence de l'exclusion sociale. Ils veulent aussi assouplir leur modèle autoritaire en faillite. Produit dans la panique, leur catalogue est dérisoire.

Non à la démultiplication des contrats de la honte pour nous faire patienter. Abolition de ces emplois précaires, nous voulons des emplois décents. Permanisation de tous les contractuels. Non au travail non déclaré. Indemnité chômage à 50% du SNMG ! Il faut réorienter l'économie pour que les investissements massifs de l'Etat assurent un emploi pour tous et visent, en priorité, les besoins des citoyens.

L'extension des prix administrés à plusieurs produits alimentaires essentiels est un premier pas mais comment maîtriser ce secteur sans nationaliser les monopoles privés qui contrôlent la production, comment garantir les prix sous le règne des barons de l'informel et sans confier la distribution à des offices publics.

Sur le plan démocratique, Il y a surtout des effets d'annonce. Bouteflika veut desserrer l'étreinte répressive car son système autoritaire, privé de médiations sociales, est inefficace pour gérer la moindre crise. Nous, nous voulons toutes les libertés démocratiques, nous voulons la démocratie.

Une commission pour lever l'Etat d'urgence, il fallait y penser ! On en saura plus après le métro ? D'ailleurs, on menace d'intégrer les dispositions de l'état d'urgence dans les lois ordinaires. Pendant qu'on réprime toutes les initiatives à Staouéli, au 1^{er} mai, à Oran, marcher dans la capitale sera toujours réservé aux Ben Ali et aux Chirac au nom d'arguments sécuritaires irrecevables.

L'ouverture des médias publics aux organisations agréées serait certes un progrès mais la liberté d'expression et d'organisation n'existe que lorsqu'on supprime les autorisations et les agréments, lorsque seront levées toutes les entraves à l'expression et aux actions des citoyens, des associations, des syndicats, des partis ou des journaux !

Après les victoires des travailleurs à El Hadjar, à la BDL, à la SNTF, les grèves des paramédicaux et des communaux, le rassemblement des chômeurs, les révoltes populaires qui reprennent donnent le ton.

Chawki Salhi

Parti Socialiste des Travailleurs

Alger, le 06 février 2011

Déclaration lue par le camarade Samir Larabi à la coordination du 27/01 au nom du PST

Nous tenons à exprimer notre solidarité avec la révolte de la jeunesse et nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tout les jeune arrêtés lors des révoltes populaires.

Nous dénonçons la politique libérale au service des multinationales et des monopoles privés d'importation , de production et de distribution de la nouvelle bourgeoisie affairiste, une politique qui est responsable de la vie chère, du manque d'emplois et de logement et enfin de la dégradation des services publics essentiels.

Nous considérons que les mesures prises par le gouvernement, concernant la baisses des taxes et des tarifs douanier est un cadeau supplémentaire pour les spéculateurs.

Nous tenons à dénoncer le verrouillage de toute expression syndicale et politique, la répression des marches, des grèves, des réunions, verrouillage qui ne laisse a nos jeunes que le choix d'une révolte désespérée.

Aujourd'hui nous ne pouvons rester indifférents de la détresse profonde de la jeunesse et du monde du travail. Il nous appartient aujourd'hui de créer notre propre instrument de lutte d'une manière autonome et démocratique et œuvrer à unir le peuple et les forces sociales en lutte autour des revendications politiques et sociales. Cet instrument doit prendre en charge les revendications des travailleurs, de la jeunesse et des couches populaires, comme elles ont été exprimées ces dernières années.

Le PST considère que les aspirations populaires ne sauraient être réduites a la seule dimension des libertés formelles, alors que la question sociale, celle de l'emploi du logement et de la vie chère, est au cœur de la révolte et qu'elle est de nouveau mise en avant par le jeunes désespères qui tentent de s'immoler. Des actions son nécessaires pour conjuguer la dimension démocratique et la question sociale.

Comme plate forme minimale le PST propose pour les membres de la coordination les revendications suivantes :

Revendications démocratiques :

1. Respect des libertés démocratiques, individuelles et collectives : liberté d'expression, d'opinion et de conscience. Libertés de manifestation, de réunion et d'organisation, droit d'affichage, ouverture des medias lourds (TV et Radios) a la population, syndicats et partis d'opposition.
2. Levée de l'état d'urgence et toute interdiction de manifestation dans les rues d'Alger.
3. Respect des libertés syndicales, du droit de grève et de l'immunité syndicale.
4. La consécration de l'égalité entre les hommes et les femmes.
5. Contrôle des élus sur les corps constitués et cesser toute forme d'espionnage des militants syndicaux et politique.
6. Tamazight langue nationale et officielle.

7. Non à l'utilisation des mosquées au profit de la propagande officielle et a criminaliser les mouvements sociaux.

Revendications économiques et sociale :

1. Monopole de l'état sur l'importation, la production et la distribution des produits alimentaires de large consommation. Et le rétablissement des prix fixés, subventionnés et contrôlés par l'état.
 2. Nationalisation et renationalisation des entreprises stratégiques : les ports, télécommunication, El Hadjar, la Farge, EDL....etc. Réouverture des entreprises dissoutes et aide des entreprises en difficulté. Réouverture des entreprises communales et la dotation des EPIC de wilaya de moyens nécessaires pour assurer un service public de qualité.
 3. Garantir un service public de qualité dans les domaines de : l'éducation, crèche et préscolaire, le transport, Etat civil, espace culturelle et de loisirs....
 4. Augmentation substantielle des salaires, un SNMG a 25000 DA et toute convention collective doit inscrire l'échelle mobile des salaires : quand les prix augmente le salaire doit augmenter autant.
 5. Permanisation de tous les contractuels, emplois jeunes, saisonniers ...et interdiction des licenciements économiques.et le strict respect des lois de protection sociale.
 6. Allocation chômage pour tout demandeur d'emploi a hauteur de 50% du SNMG.
 7. Intensification de construction de logement de type : social, LSP et AADL pour répondre aux besoins du peuple en matière d'habitat, tout en les distribuant dans la transparence et sous le contrôle du peuple.
-